

<p>Conférence de Thierry Ribault Nucléaire, résilience et coercition 09-07-2023</p>

Autour de l'ouvrage

Contre la résilience à Fukushima et ailleurs ed. l'échappée 2021 de Thierry Ribault

[...] commentaires hors propos de l'auteur

I. Présentation de l'auteur

Economiste au CNRS. Il a vécu 14 ans au Japon sur plusieurs séjours. Ses centres d'intérêts pour la recherche sont le travail, sa précarité chez les jeunes japonais et les femmes et les nouvelles formes de vivre ensemble. Plus globalement, Il s'intéresse au technocapitalisme et ses dégâts. Avec la catastrophe de Fukushima, ses axes de travail ont bifurqué. En effet, l'opposition et la révolte liée à la catastrophe est venue principalement des jeunes japonais.

II. Problématique, questionnement

Alors que le Japon a subi en 1945 deux bombardements atomiques, comment est-il devenu un des pays le plus nucléarisé au monde (47 réacteurs nucléaires civils) pour devenir une puissance nucléaire ? Quels sont les ressorts le pays, son gouvernement ont mobilisé pour faire face à la catastrophe de Fukushima ?

Avec les bombardements atomiques des villes du Japon, on a dit des japonais qu'ils avaient eu la capacité à dépasser la catastrophe car ils avaient résisté. De leur capacité à se remettre de l'épreuve, certains édiles japonais ont même dit aussi que « les japonais étaient génétiquement résilients ». La notion de résilience a donc été mobilisée par l'état japonais pour faire face à l'épreuve de Fukushima. L'État japonais a voulu faire la démonstration que la gestion de la catastrophe pouvait être un remède au désastre.

On abordera dans un premier temps cette notion pour voir comment elle a été déployée par l'État japonais, puis on regardera comment cette notion de résilience a été étendue à toute situation de catastrophe et notamment pour le climat.

III. La thèse de l'auteur

La résilience n'est pas un effet de circonstance, de mode mais bien une notion à dessein, elle est déterminée dans le temps. Un an après la catastrophe de Fukushima, le gouvernement japonais crée un ministère de la résilience avec tout un appareil bureaucratique pour développer un programme politique de la résilience. En France, l'extension de la notion a donné lieu à la création de la loi Climat et résilience de 2021 et non simplement à une loi Climat.

La résilience est à la fois une technique et une idéologie du consentement à la technoscience et ses conséquences, dont les catastrophes que celle-ci peut engendrer. Il s'agit d'amener les populations à consentir à la technologie par la technologie. L'utilisation de la résilience dans la gestion du désastre s'est aussi réalisée par la coercition.

Pour l'auteur, nucléaire, résilience et coercition sont indéfectiblement liés.

1. Déploiement d'une politique de résilience japonaise

Cette politique s'est réalisée en deux temps.

- mise en place d'un programme de décontamination
- politique de retour des réfugiés dans les territoires affectés par la contamination.

De quelle catastrophe nucléaire parle-t-on ?

L'accident nucléaire de Fukushima est une catastrophe sans fin, hors de contrôle. 3 cœurs de réacteurs ont fondu. Des rejets massifs de radioactivité se sont répandus dans l'atmosphère et dans l'océan Pacifique. Une piscine de désactivation des combustibles nucléaires usés s'est vidée et deux autres piscines remplies et hautement radioactives demeurent une menace permanente à la merci d'un nouveau tremblement de terre. 900 tonnes de corium extrêmement radioactifs restent

inaccessible, donc incontrôlable qu'il faut refroidir en permanence. Aucun robot n'est parvenu jusqu'à présent à approcher les zones du corium.

[Les substances radioactives propulsées dans l'atmosphère sont allées par moment vers l'océan et à d'autres moments le vent a soufflé vers le sud en direction de la capitale et une importante partie de la radioactivité a atteint la ville de Tokyo et bien au-delà au sud. À d'autres moments, le vent a soufflé vers le nord-nord-ouest et des particules radioactives ont atteint d'autres villes et d'autres préfectures au-delà de celle de Fukushima.

La centrale est toujours en prise avec une situation critique sans véritable solution. L'océan et les territoires sont durablement contaminés. La santé des populations est toujours menacée.

À la différence de Tchernobyl, à Fukushima, les autorités font comme si les problèmes étaient résolus pour faire revenir la population alors que les terres sont contaminées avec des taux de radioactivité qui sont largement au-dessus de la normale.

Une catastrophe nucléaire c'est par définition ingérable et pour limiter les coûts de gestion, les autorités changent les référentiels de sécurité, de protection sanitaire des populations et acceptent ce qui était inacceptable auparavant. Pour relancer l'économie sur les territoires contaminés, on a par exemple incité la population à revenir alors que les doses subies restent trop élevées. Ce qui est très choquant à Fukushima, c'est cette banalisation, cette minimalisation du risque pour faire croire que tout va bien.

Ce que nous montre Fukushima, c'est que l'homme n'est pas capable de dominer l'énergie nucléaire et qu'à partir du moment où une catastrophe survient, on se retrouve dans une situation qui est totalement ingérable, que ce soit par rapport à la récupération des coriums fondus, au refroidissement des réacteurs, à la gestion des terres contaminées. On se retrouve dans un univers de l'absurde, un univers de non-droit, c'est-à-dire que toutes les normes de protection qui existaient auparavant, toutes les valeurs qui existaient auparavant sont bouleversées.

<https://www.rfi.fr/asi-pacifique/20210310-fukushima-10-ans-apr%C3%A8s-une-catastrophe-toujours-en-cours>]

60 000 liquidateurs ont été mobilisés dont 30 000 décontamineurs sur le site de la centrale de Fukushima.

Le bilan sanitaire affiché par les autorités indique zéro morts. Une majorité de liquidateurs ont travaillé sans dosimètre et étaient recrutés au marché noir. Les liquidateurs n'étaient pas toujours informés qu'ils allaient travailler sur des sites radioactifs. Aucun suivi épidémiologique des liquidateurs n'a été organisé.

Une enquête sanitaire a été déployée uniquement autour de la recherche de cancer de la thyroïde. Elle a joué le rôle d'écran de fumée alors que l'on estime à 10 millions, le nombre de personnes qui ont été exposées à la radioactivité, que la contamination soit interne, externe ou bien qu'elle soit irradiante. Si les taux de cancer retrouvés ont été 20 à 30 fois supérieurs à la normale, les explications officielles minimisent ou détournent la portée de ces résultats. En effet le gouvernement a prétexté l'exceptionnalité de l'enquête qui fait que l'on a mieux mesuré les taux de cancer, notamment en recourant à des appareils d'imagerie plus perfectionnés.

[la question du retour des réfugiés n'a pas été abordée]

Le programme de décontamination a constitué le cœur de la politique de résilience. Les pouvoirs publics ont eu besoin de faire croire qu'ils géraient la situation et qu'ils pouvaient clore l'impossible. En aparté, on nous fait croire que la décontamination peut être réalisée alors qu'elle ne constitue qu'une simple dilution de la pollution ; la pollution étant toujours là.

Mais dans ce programme de décontamination, les vrais acteurs ne sont pas les décontamineurs (travailleurs au noir et autres) mais les populations qui ont été exposées. Et ceci dans un seul but, les populations doivent prendre part dans l'action à la décontamination pour évacuer leur peur.

Les psychiatres ont joué un rôle majeur et principal en tachant d'expliquer aux populations qu'il y a certes de la radioactivité, mais que l'on peut s'en accommoder en devenant résilient. Faute de remèdes médicaux à la radioactivité, « l'administration du désastre ne peut plus se faire sans l'administration des sentiments du désastre. »

Il s'agit donc de fabriquer du consentement en transformant une menace externe en motivation interne. « A Fukushima, c'est la peur qui tue » sous entendu, et non la radioactivité. Par la positivation, on fabrique de la joie à participer corps et âme à la gestion de la menace ». On fait ainsi barrage à tout ressentiment.

2. Extension de la politique de la résilience

Pour Thierry Ribault, la politique nationale japonaise va laisser des traces. Entre juillet 2021 et février 2022, une commission parlementaire s'est tenue autour de la résilience nationale suite à la pandémie covid19. Une centaine de personnes ont été auditionnées dont 15 chercheurs.

Thierry Ribault voit dans l'intérêt des pouvoirs publics français à cette notion deux points de convergences avec la catastrophe de Fukushima.

Premier point de convergence :

- fataliser les désastres (ne pas s'attaquer aux causes). La catastrophe ne serait pas une défaillance de la société techno-industrielle. Mais elle serait plutôt une passade dans notre vie personnelle. La catastrophe devient un problème psychologique à gérer personnellement.
- développer des outils d'adaptation. Par exemple, le cas des épidémies dont on sait que les causes sont le développement de l'élevage industriel et celui de l'urbanisation est traité par le confinement, la destruction des cheptels et la vaccination. En conséquence, on assiste au développement d'outils biosécuritaires au service de la ferme industrielle.

Dans le cas du dérèglement climatique, le nucléaire est considéré comme un outil d'adaptation par l'État français. Dans les années 70, le nucléaire avait déjà été mobilisé au changement du climat. Pour Thierry Ribault, les pouvoirs publics sont acquis à la thèse effondriste et notamment à un scénario à +4 degré (<https://www.vie-publique.fr/en-bref/289497-rechauffement-climatique-une-consultation-sur-un-scenario-4-degres>).

Deuxième point de convergence :

- rendre le désastre subjectif ; faire des victimes les cogestionnaires du désastre au point de faire l'éloge du « sacrifice », de la « rusticité ». Comme on peut le voir au sein des armées. La résilience subjective par ailleurs la gestion de la catastrophe ainsi que sa narration. Elle appelle à la domination de la nature – à Fukushima, il faut ainsi habiter l'inhabitable – et relativise à peu près tout, la santé notamment, en fétichisant des notions telles que la communauté ou la solidarité.
- il ressort de la commission parlementaire que si une catastrophe nucléaire se déroulait en France, il faudra mobiliser les volontaires du SNU ou bien les réservistes mais pas seulement. Il faudra faire appel aux populations en 1ère ligne.

La 1ère journée de résilience a été inaugurée en octobre 2022 à Rouen suite à l'accident industriel de Lubrizol.

La résilience nationale cache à peine l'ambition de devenir une « nationale résilience ». On serait donc dans un processus de marche nationale vers la résilience. Les réflexions de la commission parlementaire traduisent bien quelque chose qui se durcit. Questionnement sur une montée des fascismes ?

Ainsi le ministre des armées et de la défense a déclaré le 29 septembre 2022 « les leçons de la guerre en Ukraine sont que le peuple ukrainien est résilient. C'est autre chose qu'une facture de chauffage, c'est le don qu'ils font de leurs fils. »

En dehors des points de convergence avec Fukushima, la résilience a aussi pour ambition d'administrer les sentiments :
en dressant une typologie entre les bonnes et mauvaises émotions :

Les émotions positives	Les émotions négatives
Garder l'espoir	0
Sens du bonheur	0
Solidarité	0
Responsabilité	0

Il y aurait donc les bonnes émotions exprimant la résilience et les mauvaises qu'il faudrait réprimer. A l'époque nazie, la gestion des sentiments était fondamentale dans le gouvernement du peuple (les garçons se devaient ne pas pleurer par exemple)

Dans le rapport parlementaire où il est fait allusion à la « peur du futur » des jeunes générations, le rapporteur estime que « cette propension à l'anxiété et à la frustration des générations actuelles est une tendance préoccupante, qui tend à réduire notre capacité de résilience collective dans une situation de crise grave ».

Comment doit-on comprendre cette résilience nationale alors ? Le gouvernement va donc prendre en charge nos peurs.

En résilience et dans un contexte de catastrophe, la peur est pathologisée. Elle est considérée comme une non préparation du sujet à la catastrophe. Ce n'est plus l'épreuve qui le traverse mais c'est à l'épreuve qu'il doit se préparer. Le sujet ne doit plus avoir peur, il doit même oublier cette peur. Or avoir peur est une liberté qui laisse s'exprimer le découragement, la tristesse, la colère, la révolte, le refus de la situation du monde. La peur nous donne la capacité à s'inquiéter, à mesurer l'immensité d'un problème, d'un danger, de la prise de conscience de celui-ci.

En conclusion, la politique de résilience serait donc une technique et une idéologie du consentement. Mais du consentement de quoi ? A la technique ?

A Fukushima, la politique de résilience a servi :

- à retourner l'opinion publique pour qu'elle accepte à nouveau la technologie nucléaire.
- À responsabiliser les victimes et déresponsabiliser les décideurs (ceux qui ont construit une centrale nucléaire en bord de côtes soumises à des tsunamis)
- à consentir à de nouvelles expérimentations de survie ; « ramez, vous survivrez ! »

Liens web et bibliographie complémentaires

Résilience nationale

Mission d'information de la conférence des Présidents

[https://www2.assemblee-nationale.fr/15/missions-d-information/missions-d-information-de-la-conference-des-presidents/resilience-nationale/\(block\)/94878](https://www2.assemblee-nationale.fr/15/missions-d-information/missions-d-information-de-la-conference-des-presidents/resilience-nationale/(block)/94878)

Compte rendu

Mission d'information de la conférence des présidents sur la résilience nationale

– Table ronde, ouverte à la presse, réunissant MM. Arthur Keller, enseignant et consultant, Thierry Ribault, chercheur au CNRS, et Freddy Vinet, professeur à l'université de Montpellier III

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/resinat15resinat2021004_compte-rendu

Contre la résilience à Fukushima et ailleurs
ed. l'échappée 2021 de Thierry Ribault